

Les Irlandais, amis historiques des Palestiniens : « Nous aussi, nous avons connu l'oppression et la famine »

Par Cécile Ducourtieux (envoyée spéciale à Dublin et Belfast)

Cieran Perry, conseiller municipal de Dublin, a donné rendez-vous à Cabra Cross, un imposant carrefour dans le nord de la capitale irlandaise. Ce 29 février, et comme tous les jeudis soir depuis octobre 2023, il mène une manifestation de quartier en soutien à la Palestine. La nuit tombe, cela sent fort les gaz d'échappement et la friture du McDonald's voisin. Pourtant, l'ambiance bat son plein : une vingtaine d'habitants des environs – des couples avec enfants, des retraités chien en laisse – ont sorti de grands drapeaux palestiniens qu'ils agitent au bord de la route. Ils ont aussi déroulé une bannière barrée d'un « Stop Israeli Terror in Gaza » (« stop à la terreur israélienne à Gaza »). Les automobilistes répondent par des concerts de klaxon.

D'un abord très sympathique, Cieran Perry, 61 ans, qui fustige le « génocide » en cours à Gaza, ne s'embarrasse pas de périphrases. « *Pourquoi sommes-nous si nombreux à soutenir les Palestiniens ? C'est simple. Il y a un lien historique entre la Palestine et l'Irlande : nous avons le même oppresseur, l'Empire britannique, et la même politique d'occupation* », assure cet élu sans étiquette qui se revendique de gauche. Cerena O'Brien, une habitante du quartier de Cabra postée au bord de la route avec son drapeau palestinien, déroule le même argument que Cieran Perry : « *Nous aussi, nous avons connu l'oppression et la famine.* »

L'Irlande est l'un des pays européens les plus propalestiniens. Dès le 18 octobre 2023, onze jours après les massacres commis par le Hamas en Israël, qui a répliqué en bombardant la bande de Gaza, le gouvernement de coalition de centre droit (allié aux Verts) a appelé à un « *cessez-le-feu humanitaire immédiat* ». Et a refusé de couper les dotations à l'UNRWA, l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens, après les allégations d'Israël accusant douze de ses membres d'avoir participé aux attaques du 7 octobre.

Le président irlandais, Michael D. Higgins, a vertement critiqué le « *soutien inconditionnel* » de la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, à Israël, estimant qu'elle ne parlait pas « *au nom de l'Irlande* ». Et Dublin n'a pas exclu de s'associer à la plainte pour génocide déposée par l'Afrique du Sud contre Israël auprès de la Cour internationale de justice. « *Le gouvernement ne soutenait pas autant la Palestine en octobre, mais il a évolué pour mieux refléter le sentiment national* », analyse Cieran Perry. Selon un sondage publié le 2 février par l'institut Ireland Thinks, 79 % des Irlandais estiment en effet que « *les actions militaires d'Israël à Gaza constituent un génocide* ».

La mémoire de la colonisation britannique

La colonisation de l'Irlande par les Anglais (par vagues successives, à partir du XII^e siècle, puis à nouveau au XVI^e siècle) occupe une place centrale dans le récit national et pousse les habitants à s'identifier aux Palestiniens. Le système des plantations, ces terres confisquées aux seigneurs gaéliques, surtout dans le nord de l'île, est une des raisons du conflit entre occupants (plutôt protestants) et population occupée (à majorité catholique) qui a sévi sur l'île durant des siècles.

Les Britanniques sont aussi tenus responsables de la terrible famine qui provoqua la mort d'un million d'Irlandais au milieu du XIXe siècle et entraîna une émigration massive. Les mauvaises récoltes de pommes de terre sont à l'origine du drame, mais les expulsions de paysans dans l'incapacité de payer leurs loyers, entreprises par les propriétaires terriens (souvent anglais ou anglo-irlandais), ainsi que le refus de Londres de bloquer les exportations des maigres récoltes irlandaises ont aggravé le phénomène. L'Irlande acquiert définitivement sa pleine indépendance et son statut de République en 1949, après un long processus marqué par le soulèvement de Pâques, en 1916, la partition de l'île, en 1921 (l'Irlande du Nord demeurant britannique), et une guerre civile au sud, entre 1922 et 1923.

« L'Irlande était la plus ancienne colonie britannique, souligne Jane Ohlmeyer, historienne au Trinity College de Dublin. Contrairement à d'autres nations occidentales, elle a eu une expérience directe de l'impérialisme. La partition irlandaise réalisée par les Britanniques a servi de modèle pour la partition de l'Inde et du Pakistan, en 1947, et les propositions de partition de la Palestine. »

Le Royaume-Uni administra la Palestine entre 1920 et 1948, avec pour mandat d'appliquer la déclaration Balfour de 1917, dans laquelle le gouvernement britannique promettait un « foyer national » pour le peuple juif en Palestine qui ne « portera pas préjudice » aux populations non juives. Le Royaume-Uni se retira de Palestine en 1948 sans avoir pu tenir cette promesse, incapable d'endiguer la violence entre populations arabes et juives.

« Un autre lieu, la même lutte »

La mobilisation irlandaise pour la Palestine est ancienne. Depuis octobre, elle a changé d'échelle. Pas un jour ne passe dans ce petit pays de cinq millions d'habitants sans actions de toutes sortes : défilé à Galway, concert à Limerick, levée de fonds à Cork ou à Waterford... répertoriées par l'Ireland-Palestine Solidarity Campaign (IPSC), principale organisation propalestinienne de l'île, fondée en 2001.

Il existe une myriade d'autres structures : les Artistes pour la Palestine, les Sportifs pour la Palestine, les Universitaires pour la Palestine... Et quantité d'initiatives privées, comme celles de Christine O'Mahony, 25 ans, croisée à Dublin le 1er mars. La militante organise le soir même un concert de musiciens locaux à Mullingar, une commune à 80 kilomètres à l'ouest de la capitale. La vente des billets doit aller à l'UNRWA. « *Ce sont des petits pas, mais c'est leur addition qui compte*, explique la jeune femme. *Mullingar est un gros bourg rural [vingt mille habitants], certains ont des vues traditionnelles et critiquent les manifestations avec des drapeaux palestiniens en ville. Mais ils sont peu nombreux et la police est bienveillante.* »

Christine O'Mahony fait partie des milliers de jeunes Irlandais arrivés au militantisme par la cause palestinienne, la crise du logement (une des plus aiguës d'Europe) et, depuis quelques mois, la lutte contre le racisme, alors que les groupuscules d'extrême droite se font de plus en plus virulents contre l'afflux de demandeurs d'asile. Soutenir la Palestine est aussi une manière d'affirmer leur identité irlandaise.

Brian, un rappeur de 29 ans natif de Cork, qui ne souhaite pas donner son patronyme et préfère se faire appeler par son nom de scène, Accidental Rapper, dit être « *venu à la musique par la politique* ». Rencontré dans une manifestation en soutien à Gaza et contre le racisme, le 2 mars, dans le centre de Dublin, le jeune homme revendique l'usage de l'irlandais et entonne le refrain « *Áit eile. Troid céanna* » (« un autre lieu, la même lutte ») face à la foule, en

référence aux combats des Palestiniens et des républicains irlandais. Les manifestants reprennent le refrain à pleine voix.

A ses côtés se tient Baraa Albayari, un Palestinien de 23 ans, avec lequel Brian s'est lié d'amitié. Le jeune homme a quitté Gaza cet été, est arrivé en Europe par la Grèce et a déposé une demande d'asile en Irlande à son arrivée, il y a trois mois (la communauté palestinienne compte moins de deux cents personnes dans la République, selon le recensement de 2016). *« Je me sens en sécurité, les gens sont accueillants, mais mon père et une partie de ma famille sont morts lors d'une frappe israélienne à Gaza, glisse le jeune homme angoissé. J'attends une réponse à ma demande d'asile. »*

Un message de fermeté au cousin américain

Les Irlandais organisent aussi de nombreux boycotts de produits israéliens. Cieran Perry anime une campagne ultra-locale à Cabra, visant *« McDonald's, Domino's Pizza et Lidl, qui vend des lingettes pour bébés venues d'Israël »*. Depuis son café, Bang Bang, orné de drapeaux palestiniens, à Phibsborough, autre quartier du nord de Dublin, Daniel Lambert participe aussi à ces actions. Lui cible les magasins Tesco, *« pour leurs fruits et légumes importés d'Israël, notamment des pommes de terre bio »*, précise cet ancien fonctionnaire de l'ONU (à Dublin et à New York) de 37 ans .

Discours structuré, allure de hipster, l'ex-diplomate trouve que son gouvernement *« ne va pas aussi loin que l'opinion publique le souhaiterait »*. Il énumère les mesures qui lui sembleraient plus logiques : *« Dublin devrait se joindre à la plainte de l'Afrique du Sud contre Israël auprès de la Cour internationale de justice, expulser l'ambassadeur d'Israël en Irlande, refuser que des armes à destination d'Israël transitent par l'aéroport de Shannon [dans l'ouest du pays, utilisé par l'armée américaine] et boycotter la Saint-Patrick. »*

La fête nationale irlandaise, le 17 mars, est un moment crucial du calendrier politique national. Toute la classe politique se rend alors à Washington pour raviver les liens avec l'importante diaspora irlandaise aux Etats-Unis. Cette année, les soutiens à la Palestine ont réclamé qu'elle snobe la réception à la Maison Blanche, pour signifier leur désaveu au positionnement vis-à-vis d'Israël de Joe Biden (un président très fier de ses racines irlandaises).

« Le “bon ami” de l'Irlande à la Maison Blanche a soutenu les massacres de Gaza », a fustigé, le 16 mars, dans les colonnes de l' *Irish Times* Sally Rooney, une des avocates les plus vibrantes de la cause palestinienne chez les écrivains irlandais. Les politiques n'ont pas boudé Washington (qui a, le 25 mars, permis par son abstention l'adoption d'une résolution à l'ONU exigeant un *« un cessez-le-feu immédiat »* ainsi que la libération des otages), mais ont assuré avoir transmis des messages de fermeté. *« La vie d'un enfant palestinien vaut celle d'un enfant israélien »*, a insisté le *taoiseach* (premier ministre) Leo Varadkar, lors de son discours à la Maison Blanche, le 17 mars.

Une communauté juive visée et divisée

Toutes ces actions sont inspirées par le Boycott Divestment and Sanctions, un mouvement international d'origine palestinienne créé en 2005, très populaire en Irlande, et appelant aux sanctions contre Israël pour l'obliger notamment à se retirer des territoires palestiniens

occupés depuis 1967. C'est d'ailleurs l'Irlande qui a inventé le terme « boycott », en référence à Charles Boycott, un agent immobilier anglais intransigeant avec ses locataires et contre lequel les Irlandais avaient organisé une campagne d'ostracisation dans les années 1880.

« *Boycott McDonalds. Free Palestine. Fuck Israel* », tweete début mars Kneecap, un groupe de hip-hop de Belfast, dont Daniel Lambert est le manager. Beaucoup ne font guère dans la nuance sur l'île verte au sujet du conflit israélo-palestinien : dans les manifestations en soutien à Gaza, les dénonciations des atrocités du 7 octobre sont souvent absentes, tout comme les demandes de libération des otages de l'organisation terroriste Hamas. Le slogan « From the river to the sea, Palestine will be free » (« de la rivière à la mer, la Palestine sera libre »), considéré comme offensant, voire antisémite car ignorant toute présence des juifs sur ce territoire, est entonné sans réserves.

Les Irlandais propalestiniens l'assurent pourtant, ils ne sont pas antisémites. « *J'ai un très gros problème avec l'Etat israélien et son gouvernement, mais je n'en ai aucun avec les juifs*, soutient Daniel Lambert. *En Irlande, j'ai vu de l'homophobie, de la transphobie, du racisme, de la xénophobie mais pas d'antisémitisme.* » Difficile de corroborer ses dires en l'absence de données publiques sur les actes antisémites dans le pays. Les propos hostiles aux juifs prolifèrent sur les réseaux sociaux, assure au quotidien *The Guardian* Maurice Cohen, le président du Jewish Representative Council of Ireland, qui dénonce une « *amnésie sélective au sujet[du massacre] du 7 octobre* ».

La communauté juive de la République d'Irlande (2 193 personnes selon un recensement de 2022) est « *divisée sur l'actuel conflit, comme partout ailleurs*, nuance David Landy, sociologue spécialiste des questions ethniques au Trinity College. *Quand on voit tant de civils palestiniens se faire tuer et avoir faim, c'est le devoir de tous de s'émouvoir. Ce n'est pas l'Irlande qui a une attitude étrange vis-à-vis de Gaza et d'Israël, ce sont les autres pays occidentaux.* »

L'ambassadrice Wahba Abdalmajid, cheffe de la mission pour la Palestine à Dublin, se félicite que « *l'Irlande ait été constante dans son soutien à un cessez-le-feu à Gaza* ». « *Le gouvernement irlandais travaille beaucoup à Bruxelles et auprès de la diaspora irlandaise aux Etats-Unis pour défendre ce point de vue* », explique-t-elle dans son bureau du sud de la capitale, décoré de photographies de Yasser Arafat, l'ancien chef de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et président de l'autorité palestinienne de 1996 à 2004, et de son successeur Mahmoud Abbas. L'ambassadrice assure que le soutien des Irlandais « *donne aux Palestiniens de la force, leur montre qu'ils ne sont pas seuls* ».

Les républicains avec les Palestiniens, les unionistes avec les Israéliens

Dans l'Irlande du Nord restée britannique, déchirée pendant trente ans, jusqu'en 1998, par un sanglant conflit entre républicains (catholiques et proréunification de l'île) et unionistes (protestants, fidèles à la couronne britannique), la relation à la Palestine se complexifie singulièrement. Le soutien est encore plus démonstratif qu'au sud dans les quartiers républicains, qui ont toujours en mémoire la lutte armée contre la présence britannique. En revanche, la communauté protestante revendique son soutien à Israël. Le gouvernement régional nord-irlandais, formé à parité de républicains et d'unionistes, ne s'est, lui, pas positionné.

En ce début mars, Donegall Pass, une poche unioniste du sud de Belfast, est pavoisée de drapeaux israéliens. Près de Shankill Road, dans le nord-ouest de la capitale, un autre bastion unioniste, se trouve un étrange monument à la gloire du colonel John Henry Patterson (1867-1947), un Irlandais nommé au début du XXe siècle par les Britanniques commandant d'une « unité militaire juive » considérée comme un embryon de l'armée israélienne. Sur le monument figure une citation du premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou : « *Dans toute l'histoire juive, nous n'avons jamais eu d'amis chrétiens aussi dévoués.* »

A quelques mètres de là commence le quartier de Falls Road, haut lieu du militantisme républicain, qui, lui, vit à l'heure de la Palestine. Des bannières palestiniennes sont dressées aux façades et un très long mur au bord de la route vient d'être entièrement orné de fresques évoquant la guerre à Gaza. Ce dimanche 3 mars, c'est le jour de l'inauguration. Tout le quartier est présent, dont une personnalité politique locale, John Finucane, député du Sinn Féin, principal parti prônant l'unité de l'île, ex-branché politique de l'Armée républicaine irlandaise (IRA). Des enfants récitent des poèmes, les keffiehs sont nombreux.

Face aux fresques se tient Danny Devenny, le street-artiste le plus connu de Belfast : c'est lui qui a peint le fameux portrait géant de Bobby Sands (nationaliste emprisonné pour des faits liés à la campagne armée de l'IRA et mort en détention en 1981 à la suite d'une grève de la faim) un peu plus haut sur l'avenue. Il est le coordinateur de ce nouveau « Mur pour la Palestine ».

« *Le monde est choqué par ce génocide en temps réel*, explique l'artiste de 68 ans, ex-membre de l'IRA. *On voulait consacrer ce mur à la Palestine, alors on a mis en valeur les œuvres d'artistes palestiniens en les reproduisant en grand sur ce mur.* » Danny Devenny a mis à contribution des dizaines de peintres volontaires, pour la plupart autodidactes. Comme Debbie Midgley, une habitante d'Armagh, dans le sud de l'Irlande du Nord, qui s'est déplacée tous les week-ends à Falls Road pour reproduire une toile de l'artiste Heba Zagout (un paysage urbain palestinien sous les étoiles), avec laquelle elle a sympathisé à distance. « *Heba a été tuée à Gaza en octobre, tout comme deux de ses enfants, Adam et Mahmoud*, explique Debbie Midgley. *Je suis heureuse d'avoir contribué à célébrer sa mémoire et son art sur ce mur.* »

Des rencontres entre l'IRA et l'OLP

Les liens entre républicains irlandais et Palestiniens remontent aux années 1960, quand l'IRA cherchait à présenter son combat contre les protestants et les Britanniques comme une lutte de libération plutôt qu'un conflit ethno-religieux. « *Il y a même eu des rencontres au Liban, à l'époque, entre les paramilitaires de l'IRA et l'OLP, mais le contenu de ces échanges est un secret bien gardé par les républicains* », explique le sociologue Brendan Ciaran Browne, spécialiste de la résolution des conflits au Trinity College de Dublin.

Côté unionistes, le soutien à Israël s'explique surtout par la position des évangéliques, qui estiment que la création de l'Etat hébreu préfigure le retour de Jésus-Christ sur terre. Cela tient aussi à « *ces affinités liées au fait que les unionistes estiment avoir combattu le terrorisme républicain, comme les Israéliens le terrorisme palestinien* », souligne Brendan Ciaran Browne. Il met cependant en garde contre les comparaisons « *maladroites* » entre contextes nord-irlandais et palestinien : trois mille personnes ont été tuées en Irlande du Nord entre 1968 et 1998, « *c'est sans rapport avec l'échelle des destructions et des pertes humaines à Gaza* » .

Michael Black reçoit chez lui, dans le sud de Belfast, dans un quartier résidentiel neutre, ni explicitement républicain ni unioniste. A 74 ans, ce commerçant à la retraite descendant de juifs polonais est le responsable de la Belfast Jewish Community, l'association animant la petite population de confession juive de la ville. Dans la capitale nord-irlandaise, l'implantation juive est ancienne, explique-t-il : « *Dans les années 1870 sont arrivés des juifs allemands, contribuant à l'essor de l'industrie locale du lin. Puis des vagues de juifs fuyant les pogroms en Russie leur ont succédé.* »

La situation à Gaza le désole et Michael Black assure qu'il pourrait s'associer aux marches en faveur de la paix « *s'il y avait des slogans dénonçant le Hamas et les prises d'otages* ». Il regrette ainsi qu'il « *n'y ait eu aucune expression de soutien ici, pour notre communauté, de certains partis politiques et institutions religieuses après les massacres du 7 octobre* ». Le retraité déplore « *le niveau d'ignorance sur Israël et le sionisme, qui est devenu un gros mot* » pour de nombreux Irlandais défilant pour la Palestine.

Il raconte ces graffitis antisémites sur les murs de Belfast, des croix gammées ou des étoiles de David, qui ne sont pas enlevés assez vite à son goût, ou ces étudiants juifs venus séjourner à l'université Queen's de Belfast, qui ont été pris à partie le 2 mars, rapporte-t-il, quand ils se rendaient à pied pour le service de shabbat à l'unique synagogue, dans le nord de la ville. Mais avec moins de cinq cents personnes ayant coché la case « de confession juive » au recensement nord-irlandais de 2021, lui et le reste de la communauté font profil bas.

[Cet article est paru dans La Matinale du Monde](#)